
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59036

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

grande rupture de 1806 et conduit son lecteur jusqu'à la Grande Guerre. Il y faut une maîtrise exceptionnelle des grands courants de la pensée philosophique et historique. Les analyses sont diverses et concluantes, consacrées à tous ceux, de Fichte, Hegel, Gentz à Rotteck, Dahlmann et jusqu'à Georg Jellineck (mort en 1911), qui, en compagnie de plus engagés dans la politique active et des acteurs institutionnels, ont tenté de définir la machine étatique, ses fins et les conditions de son fonctionnement. Il y faut le courage de confronter les idées et les faits, et de mesurer leur dialectique: pas seulement aux moments où l'unité semble proche, ainsi en 1848-49, ou réalisée avec la constitution de l'Empire en 1871; mais aussi, et c'est ce qu'il y a de très neuf, à l'intérieur des Etats particuliers, auxquels plusieurs chapitres sont consacrés au prix du dépouillement qu'on imagine et qu'on constate de sources ou d'études locales rarement intégrées jusque là dans une recherche générale. Le tout pour aboutir dans une brillante »fin de partie« aux suprêmes remises en cause idéologiques des époques bismarckienne et wilhelmienne.

La capacité de notre Professeur de Droit Public de Francfort à en venir à une synthèse éclairante n'en est que plus remarquable. On serait passé à partir de 1878 de l'Etat libéral, soucieux, pour le bien de la société, d'un ordre et d'une sécurité extérieurs et intérieurs, à un Etat plus »collectiviste«, ou »interventionniste«, quand les préoccupations douanières et la politique de protection sociale ajoutent à la nécessité de définir de nouvelles règles et institutions et préparent au »léviathan« du temps de la guerre mondiale. Mais l'évolution s'est aussi accompagnée du développement d'assemblées délibératives, de l'intervention de partis, eux-mêmes soumis à des groupes de pression, et, de plus en plus, les grandes orientations du droit public seraient ainsi résultées de compromis entre les »intérêts«; les débats ainsi élargis, on s'éloigne, dès la fin du XIX^e siècle, des anciens principes de la Monarchie constitutionnelle, du Roi et du chancelier – maîtres ultimes des grands choix, et l'Etat devient l'exécuteur des décisions issues de l'entente ou des compromis entre les principaux groupes de pression. Dès 1895, il faut aussi tenir compte de la diversification des interventions, on entre dans l'âge des masses, en particulier grâce au développement des moyens d'information et de communication, et la »foule« ne garantit plus une pleine liberté de conception aux élites du moment. Bien plus: dès le règne de Guillaume II, l'idée nationale ne cimente plus suffisamment le corps social, et l'internationalisation des échanges comme des finances constitue un défi supplémentaire à l'Etat dans ses limites étroites. Ce défi, à son tour, contraint à rechercher, avant même 1914, les recettes d'une nouvelle »socialisation« des citoyens dans le cadre de la nation: sans que les contemporains en aient d'ailleurs eu clairement conscience, une telle recherche était déjà lourde de tous les périls. Le passage de »l'Etat National« à »l'Etat de la société industrielle« ne s'était ainsi pas opéré sans dégâts, ni sans une division extrême.

On aura cherché à donner quelque appétit au lecteur, sans pouvoir réellement rendre compte de l'énormité des apports; et les détails sont nombreux, qui contribuent au dessin d'ensemble. Une riche bibliographie, fort serrée, de plus de vingt-et-une pages, dix chapitres parfaitement découpés, un souci constant de la référence précise, un excellent index des matières comme des individus constituent autant d'attraits, et ils viendront faciliter le maniement d'un ouvrage devenu d'ores et déjà indispensable. La qualité de l'impression est digne de tous les éloges.

Roland MARX, Paris

FRANZ PESENDORFER, *Eiserne Krone und Doppeladler. Lombardo-Veneto 1814-1866*, Wien (Deuticke) 1992, 357 p.

Il y avait déjà au XVIII^e siècle quelques régions de la Lombardie réunies à l'Autriche, mais Josef II les a abandonnées en échange des Pays-Bas. A la fin des guerres napoléoniennes, les grandes puissances voulurent admonester la France et établir une barrière forte contre ses

ambitions; ils se montrèrent d'accord avec la puissance du Piémont et la réunion de la Lombardie-Vénétie avec l'Autriche. Les Anglais supportaient également cette union, parce qu'ils n'y voyaient aucun danger pour leur prédominance dans la Méditerranée. Les frontières méridionales de la Monarchie habsbourgeoise étaient déjà fixées lors de la première conclusion de la paix de Paris (avril 1814); la question des régions du Nord de l'Italie ne furent plus discutées au Congrès de Vienne.

L'empereur autrichien – François II – établit tout de suite le Royaume lombardo-vénitien; lui-même était représenté par le vice-roi résidant une moitié de l'année à Milan et Venise; il était aidé par deux gouverneurs. Ce nouveau royaume, complètement différent des anciennes régions de la monarchie autrichienne avec leurs états provinciaux, obtint une constitution élaborée à Vienne. L'empereur refusa le sacre du roi pour lui-même et déclara que son successeur devait prendre la couronne de fer, une couronne du IX^e siècle et pas origine lombarde, comme beaucoup de monde le croyait. Les Italiens et spécialement les Milanais, qui avaient déjà envoyé une députation à Paris pour demander leur autonomie, ne voulaient pas accepter la prédominance autrichienne. L'idée de Metternich, de la »*Lega italica*« – il voulait réunir tous les pays italiens sous la direction de l'empereur autrichien – était combattue avec véhémence par les Italiens conduits par les Piémontais; ce fut donc l'échec de son plan qui n'avait même pas été discuté mais complètement refusé en Lombardie. Les Autrichiens commençaient dans les nouveaux territoires du Nord de l'Italie à établir une administration: ils y envoyaient des spécialistes des autres régions pour aider les fonctionnaires sur place. Finalement dominait la centralisation administrative et ce fut le début de la fin de la souveraineté autrichienne en Lombardie-Vénétie. Le gouvernement avait interdit des réunions de démocrates, libérales ou maçonniques et la découverte d'un groupe qui avait combattu pour l'autonomie de la Lombardie-Vénétie provoqua une punition extrêmement sévère des participants. La dure juridiction criminelle des Autrichiens en Italie septentrionale créa des ressentiments contre le gouvernement autrichien. Le développement des rues, des canaux, de l'industrie et de l'éducation pendant la présence autrichienne n'était pas accepté par les Lombards et Vénitiens; ils combattaient seulement pour l'autonomie. A la suite de la révolution à Vienne il y eut également des révoltes à Milan (cinq giornate) et à Venise. Le Royaume lombardo-vénitien se trouvait dans un interrègne depuis mars jusqu'au retour des Autrichiens au début d'août. Les Autrichiens réorganisèrent l'administration après leur retour en Lombardie: le gouverneur général n'avait qu'une responsabilité pour la police d'état; l'administration était complètement subordonnée à la centrale de Vienne. Le nouveau gouverneur Maximilien – le frère de l'empereur François Joseph – ne réussira pas avec son plan à gagner la confiance des Italiens. Les Français supportaient les ambitions de la libéralisation en Italie et après les batailles perdues de Magenta et de Solferino, il a fallu que les Autrichiens renoncent à la Lombardie lors de la paix de Zurich. La Vénétie au contraire était sacrifiée et séparée de l'Autriche pour gagner Napoléon III comme intermédiaire d'un armistice avec l'Allemagne.

L'auteur a montré l'histoire du Royaume lombardo-vénitien sous la domination de l'Autriche et le combat des Italiens pour leur libération et leur autonomie. Il a bien décrit l'influence du journalisme de l'époque et l'opinion des historiens contemporains, c'est-à-dire les résultats des recherches historiques du XIX^e siècle, mais il manque quand même les résultats de la recherche moderne. Sans doute l'auteur pourrait trouver des publications plus modernes dans les articles de Brigitte Mazohl-Wallnig, spécialiste de l'histoire de cette région, et en outre a déjà paru le deuxième volume de Alain Reinermann (*Austria and the Papacy in the Age of Metternich. Revolution and Reaction 1830–38*, Washington 1989), ce merveilleux ouvrage ecclésiastique pleine de sources d'archives, un excellent résultat de recherches approfondies. Dans la vaste bibliographie manquent également les publications les plus récentes, par exemple toutes les recherches de la série »*Miscellanea Historiae Pontificae*« sur Pie IX (Martina, G., *Pio IX [1851–66]*. Roma 1986).

Christine Maria GRAFINGER, Rom